

POLE FINANCES – DIRECTION DES ACHATS ET
DU PILOTAGE DE LA DEPENSE

Affaire suivie par :
Béatrice HERRAN
achats-publics@univ-pau.fr
Tél. : 05 59 40 70 10
2025-105

Pau, le 26/06/2025

SARL TAM ARCHITECTURE
21 RUE REMUSAT
31000 TOULOUSE

Objet : Courrier de notification

Madame, Monsieur,


Veuillez trouver ci-jointe une copie de la modification du contrat en cours d'exécution n°2 concernant le marché n°2024-1283 Marché de maîtrise d'œuvre relative à l'opération « IBEAS – IPREM2 – Aménagement du R+2 du bâtiment IPREM2 » valant notification.

Mes services se tiennent à votre disposition pour tout complément d'informations.

Je vous remercie d'avoir répondu à cette consultation et vous prie de croire, Madame, Monsieur, à l'assurance de ma parfaite considération.

Laurent BORDES

Président de l'Université de Pau et des Pays de l'Adour



UNIVERSITE DE PAU
ET DES PAYS DE L'ADOUR



Pôle Finances
Direction des achats et du pilotage de la dépense



Présidence
Avenue de l'Université
BP 576 - 64012 PAU Cedex

+33 (0)5 59 00 00 00

<https://www.univ-pau.fr>

Membre de l'alliance
européenne



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES
Direction des Affaires Juridiques

MARCHES PUBLICS ET ACCORDS-CADRES

EXE10

Modification du contrat en cours d'exécution du marché N°2

A - Identification du pouvoir adjudicateur.

Université de Pau et des Pays de l'Adour
Pôle finances – Direction des Achats
Avenue de l'université – BP 576
64012 PAU Cedex

B - Identification du titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.

Groupement TAM ARCHITECTURE

Mandataire :

SARL TAM ARCHITECTURE
21 RUE REMUSAT
31000 TOULOUSE
903 289 999 00018

Co-traitants :

INAUV
18 Rue Valentin Haüy
63000 CLERMONT-FERRAND
527 994073 00031

Co-traitants :

SASU COTE BASQUE ETUDES (COBET)
68 Avenue du 8 mai 1945
64100 BAYONNE
692 720 790 00066

VIAM ACOUSTIQUE

9 Cours de Tournon
33000 BORDEAUX
300 670 999 00048

INGECOBAT

68 Avenue du 8 mai 1945
Résidence Le Premium
64100 BAYONNE
424 618 007 00027

PREVENTIST

230 Rue de l'Oratoire
31810 VERNET
842 067 555 00016

C - Objet du marché public ou de l'accord-cadre.

☐ Objet du marché public ou de l'accord-cadre :

Marché 2024-1283 Marché de maîtrise d'œuvre relative à l'opération « IBEAS – IPREM2 – Aménagement du R+2 du bâtiment IPREM2 »

☐ Date de la notification du marché public ou de l'accord-cadre : **23/10/2024**

☐ Durée d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre initial : cf. article AE.3 de l'acte d'engagement du marché 2024-1283

☐ Montant initial du marché public :

- Taux de la TVA : 20%
- Montant HT : 175 200.00€
- Montant TTC : 210 240.00€

D - Objet de la modification en cours d'exécution du marché

☐ Modifications introduites par la présente modification en cours d'exécution du marché :

Modifications sur la base de l'article L. 2194-1 du code de la commande publique et plus spécifiquement :

- ☐ Alinéa 1
- ☐ Alinéa 2
- ☐ Alinéa 3
- ☒ Alinéa 4
- ☐ Alinéa 5
- ☐ Alinéa 6

Modifications également sur la base de l'article R. 2194-6 du code de la commande publique et plus spécifiquement :

- ☐ Alinéa 1
- ☒ Alinéa 2

La présente modification du contrat en cours d'exécution du marché s'inscrit dans le cadre de l'**alinéa 4** de l'article L. 2194-1 du code de la commande publique selon lequel « Un marché peut être modifié ... (...) lorsqu'un nouveau titulaire se substitue au titulaire initial du marché ; (...) » ; elle s'inscrit aussi dans le cadre de l'**alinéa 2** de l'article R.2194-6 du code de la commande publique « *Le marché peut être modifié lorsqu'un nouveau titulaire se substitue au titulaire initial du marché, dans l'un des cas suivants : (...) Dans le cas d'une cession du marché, à la suite d'une opération de restructuration du titulaire initial, à condition que cette cession n'entraîne pas d'autres modifications substantielles et ne soit pas effectuée dans le but de soustraire le marché aux obligations de publicité et de mise en concurrence. Le nouveau titulaire doit remplir les conditions qui avaient été fixées par l'acheteur pour la participation à la procédure de passation du marché initial.* »

1/ Elle a pour objet de constater à titre de régularisation le transfert de l'ensemble des droits et obligations résultant du marché 2024-1283 de l'entreprise :

SASU COTE BASQUE ETUDES (COBET)

68 Avenue du 8 mai 1945
64100 BAYONNE
692 720 790 00066

à l'entreprise :

SAS BUILDERS & PARTNERS

Bâtiment le Premium - 68 Avenue du 8 mai 1945
64100 BAYONNE
529 080 186 00115

→ Le montant de la créance qui était initialement due à l'entreprise **SASU COTE BASQUE ETUDES (COBET)** au titre du marché 2024-1283 est indiqué dans la DPGF annexée à l'acte d'engagement du marché susvisé ; il s'élevait à **8 383.30€HT**.
L'ensemble des prestations dues par ce co-traitant n'a pas encore été exécuté. Par conséquent, à ce jour, un montant de **7 165.88€ HT** reste dû à l'entreprise **SAS BUILDERS & PARTENERS**.

2/ La présente MCEM a aussi pour objet de constater à titre de régularisation le transfert de l'ensemble des droits et obligations résultant du marché 2024-1283 de l'entreprise :

INGECOBAT

68 Avenue du 8 mai 1945
Résidence Le Premium
64100 BAYONNE
424 618 007 00027

à l'entreprise :

SAS BUILDERS & PARTNERS

Bâtiment le Premium - 68 Avenue du 8 mai 1945
64100 BAYONNE
529 080 186 00115

→ Le montant de la créance qui était initialement due à l'entreprise **INGECOBAT** au titre du marché 2024-1283 est indiqué dans la DPGF annexée à l'acte d'engagement du marché susvisé ; il s'élevait à **49 395.02€HT**.
L'ensemble des prestations dues par ce co-traitant n'a pas encore été exécuté. Par conséquent, à ce jour, un montant de **43 437.90€ HT** reste dû à l'entreprise **SAS BUILDERS & PARTNERS**.

3/ La présente MCEM a également pour objet d'enregistrer les pièces suivantes, pour l'entreprise **SAS BUILDERS & PARTNERS** (elles sont annexées à la présente MCEM) :

- Extrait de Kbis datant de moins de 4 mois ;
- L'annonce légale de dissolution de la société **COBET** sans liquidation attestant de la transmission universelle du patrimoine de ladite société à la société **SAS BUILDERS & PARTNERS**
- L'annonce légale de dissolution de la société **INGECOBAT** sans liquidation attestant de la transmission universelle du patrimoine de ladite société à la société **SAS BUILDERS & PARTNERS**
- L'annonce légale de radiation de la société **COBET** auprès du guichet des formalités des entreprises
- L'annonce légale de radiation de la société **INGECOBAT** auprès du guichet des formalités des entreprises
- RIB
- Le document attestant que la société **SAS BUILDERS & PARTNERS** a donné le pouvoir de signature de l'intégralité des documents du marché 2024-1283 à la société **SARL TAM ARCHITECTURE**, signé par la personne habilitée à engager la société **SAS BUILDERS & PARTNERS** ;
- Pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail (ces pièces sont à produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché) ;
- Attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que la société a satisfait à ses obligations fiscales et sociales datant de moins de 6 mois ;
- Une attestation sur l'honneur de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement au regard des articles L.1221-10, L.3243-2 et R. 3243-1. (article D8225-5 3° du code du travail) ;
- La liste nominative des salariés de nationalité étrangère employés et soumis à autorisation de travail (article D8254-2 du code du travail) ;
- Certificats et qualifications requises pour l'exécution du marché ;
- Attestations d'assurances ;
- Attestation d'absence de conflit d'intérêt.

Cette modification du contrat en cours d'exécution du marché est exécutoire dès notification au titulaire, après signature des deux parties. Toutes les clauses du marché demeurent applicables tant qu'elles ne sont pas contraires aux nouvelles dispositions contenues dans la présente modification du contrat en cours d'exécution du marché, lesquelles prévalent en cas de contestation.

☐ Incidence financière de la modification du contrat en cours d'exécution du marché

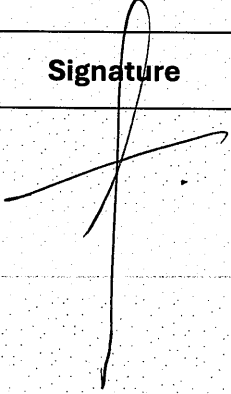
La modification du contrat en cours d'exécution du marché a une incidence financière sur le montant du marché public ou de l'accord-cadre :

☒ NON

☐ OUI

	Montant de la MCEM		Nouveau montant du marché cumulé avec les MCEM		Al. Sur laquelle se fonde la MCEM	% d'écart par rapport au montant initial du marché Al3	% d'écart par rapport au montant initial du marché Al6	% total d'écart cumulé par rapport au montant initial du marché
	Montant HT	Montant TTC	Montant HT	Montant TTC				
MCEM n°1	SO	SO	175 200.00€	210 240.00€	5	0.00%	0.00%	0.00%
MCEM n°2	SO	SO	175 200.00€	210 240.00€	4	0.00%	0.00%	0.00%

E - Signature du titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature
Ducasse Olivier Co-gérant - Tarn Architecture	Toulouse le 19/06/25	

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

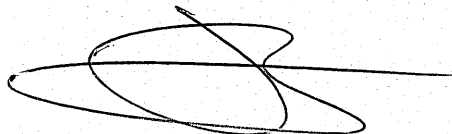
F - Signature du pouvoir adjudicateur (ou de l'entité adjudicatrice).

Pour l'Etat et ses établissements :

A Pau, le

Laurent BORDES

Président de l'Université de Pau et des Pays de l'Adour
Représentant du pouvoir adjudicateur



G - Notification de la modification du contrat au titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.

☐ **En cas de remise contre récépissé :**

Le titulaire signera la formule ci-dessous :

*« Reçue à titre de notification copie de la présente
modification du contrat en cours d'exécution »*

A, le

Signature du titulaire,

☐ **En cas d'envoi en lettre recommandée avec accusé de réception :**

(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.)

☐ **En cas de notification par voie électronique :**

(Indiquer la date et l'heure d'accusé de réception de la présente notification par le titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.)

